



**Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/22253  
22 février 1991  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

**NOTE DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE**

La lettre ci-jointe, datée du 22 février 1991, a été adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies. Conformément à la demande qui y figure, le texte en est distribué comme document du Conseil de sécurité.

ANNEXE

Lettre datée du 22 février 1991, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par l'Observateur permanent de  
la République populaire démocratique de Corée auprès  
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint l'aide-mémoire du 20 février 1991, émanant du Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée, concernant l'admission à l'Organisation des Nations Unies.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer la présente note, ainsi que l'aide-mémoire du Ministère des affaires étrangères, en tant que document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Observateur permanent

(Signé) PAK Gil Yon

### Appendice

#### Aide-mémoire daté du 20 février 1991, émanant du Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée, concernant l'admission à l'Organisation des Nations Unies

Le Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée tient à préciser sa position officielle en ce qui concerne la politique d'"admission unilatérale à l'ONU" poursuivie par les autorités sud-coréennes, et publie à cette fin le présent aide-mémoire.

#### A

La question de l'admission de notre pays à l'ONU doit être réglée sur la base d'un accord entre le Nord et le Sud, favorable à la réunification nationale.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée maintient systématiquement, depuis sa fondation, que la question de l'admission à l'ONU est directement et inséparablement liée à la réunification nationale.

Si une solution correcte n'est pas apportée à cette question, cela créera inévitablement de nouveaux obstacles à la réunification du pays.

Par conséquent, dans le cadre de notre position immuable, nous continuons à lancer, en ce qui concerne l'admission à l'ONU, des propositions tournées vers la réunification et nous faisons tout notre possible pour qu'elles se réalisent.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée considère qu'il vaut mieux que le pays soit admis à l'ONU sous un seul nom après la réunification sous forme de confédération. Cela dit, à condition toutefois que le Nord et le Sud soient admis à l'Organisation des Nations Unies comme un seul Membre, il n'aura pas d'objection à ce que l'admission à l'ONU se fasse même avant la réunification.

Cette position procède de la ferme volonté de la nation coréenne de réaliser la réunification le plus tôt possible et tient compte en même temps de la position des autorités sud-coréennes qui souhaitent que la question de l'admission à l'ONU soit réglée rapidement.

Si l'on admet l'idée de l'admission d'un seul Membre à l'ONU, une nouvelle ère de paix et de réunification pacifique s'ouvrira dans la péninsule coréenne.

La possibilité que le Nord et le Sud occupent un seul siège à l'ONU paraît réaliste actuellement.

Lors de la quatrième série des entretiens qu'ils ont tenus récemment à propos de sports, le Nord et le Sud sont en effet convenus qu'ils enverraient des équipes mixtes participer aux 41 championnats mondiaux de ping-pong et aux 66 championnats mondiaux de football junior.

Ce précédent montre éloquemment que, si le Nord et le Sud joignent leurs efforts conformément aux intérêts de la nation tout entière, la question de l'admission à l'ONU peut également être résolue de façon à promouvoir la réunification.

Pour qu'une solution équitable, favorable à la réunification, puisse être mise au point, il faut qu'elle soit fondée sur un accord entre le Nord et le Sud.

Si la question de l'admission à l'ONU est réglée suivant la position de l'une des parties sans qu'il y ait accord entre le Nord et le Sud, cela créera de nouveaux obstacles s'opposant à la réunification nationale et entraînera de graves conséquences, en intensifiant encore l'affrontement entre le Nord et le Sud.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a suggéré, dans cette optique, que la politique à suivre concernant l'admission à l'ONU devrait être le point prioritaire de l'ordre du jour des pourparlers de haut niveau entre les Premiers Ministres du Nord et du Sud, tenus pour la première fois depuis la division du pays.

Les autorités sud-coréennes ont également admis que la question de l'admission à l'ONU est une question interne qui doit être examinée et réglée entre le Nord et le Sud et elles ont accepté de la négocier en priorité aux entretiens de haut niveau entre le Nord et le Sud.

En conséquence, la question de l'admission d'un seul Membre à l'ONU, a été examinée aux trois séries d'entretiens de haut niveau entre le Nord et le Sud et à plusieurs entretiens de niveau inférieur.

Nous avons avancé, lors de ces entretiens, des propositions détaillées de coopération qui contribuent à garantir la confiance et l'unité entre le Nord et le Sud au sein de l'ONU.

Dans le cadre de ce processus, nous avons pu constater que le Nord et le Sud sont tous les deux désireux de réaliser l'unité nationale et de maintenir des relations de coopération orientées vers la réunification au sein de l'ONU et, en même temps, nous sommes devenus persuadés que, si les deux parties font preuve de souplesse dans les entretiens à venir, elles ne manqueront pas de s'entendre sur la question de l'admission à l'ONU.

Le Gouvernement de notre république considère que l'admission commune à l'ONU, avec un seul siège, est la façon la plus raisonnable de régler le problème; toutefois, il reste prêt à négocier toute solution qui soit propice à la réunification nationale.

8

Si la solution sud-coréenne d'"admission unilatérale à l'ONU" est retenue, cela perturbera à l'extrême les relations Nord-Sud et entraînera de nouvelles tensions dans la péninsule coréenne.

/...

La question de l'admission à l'ONU doit continuer d'être examinée aux prochains entretiens de haut niveau entre le Nord et le Sud de façon à parvenir un accord.

Or, curieusement, les autorités sud-coréennes essaient de forcer leur solution d'"admission unilatérale à l'ONU", prétendant que cette question n'a pas à être réglée entre le Nord et le Sud.

Si les autorités sud-coréennes abandonnent les négociations relatives à l'admission à l'ONU lors des entretiens de haut niveau entre le Nord et le Sud, mais osent entrer unilatéralement à l'ONU, ce sera là un défi flagrant, un acte de trahison contre leur interlocuteur et une sorte de déclaration de rupture de dialogue.

Comme les autorités sud-coréennes, au moyen de leur politique d'"admission unilatérale à l'ONU", cherchent à perpétuer les "deux Corée" et ensuite à créer un environnement international propice à leur rêve de "réunification par absorption", nous ne pouvons que considérer qu'il s'agit là d'un affront au désir de réunification nationale et une insulte intolérable à notre souveraineté.

Nul ne peut prédire les événements qui pourraient se produire dans la péninsule coréenne si la formule d'"admission unilatérale à l'ONU" prônée par la Corée du Sud était imposée par la force, au moment où l'affrontement politique et militaire entre le Nord et le Sud devient plus dangereux que jamais du fait des manœuvres militaires communes "Team Spirit 91" organisées par les Etats-Unis et les autorités sud-coréennes.

Les autorités sud-coréennes devraient mettre fin à leurs efforts dangereux d'"admission unilatérale à l'ONU", si elles sont véritablement intéressées par le dialogue, la réconciliation et la réunification nationale.

Si les autorités sud-coréennes osent entrer unilatéralement à l'ONU, par contre, elles porteront l'entière responsabilité de toutes les conséquences de leur acte et elles seront inévitablement considérées comme des séparatistes par notre peuple et par l'histoire.

Nous sommes persuadés que des perspectives nouvelles s'ouvriront certainement pour résoudre la question de l'admission à l'ONU, lorsqu'un climat propice à la réunification sera instauré, que le dialogue intercoréen aura progressé et qu'une déclaration de non-agression sera adoptée.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée est persuadé que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies épris de paix et désireux de voir se réaliser une réunification pacifique dans la péninsule coréenne comprendront et soutiendront notre position visant à résoudre la question de l'admission à l'ONU par un dialogue Nord-Sud propice à la paix et à la réunification pacifique.

-----